

NOTES DE L'IFRI

NOTES DU CERFA, N° 189



FÉVRIER
2026

La Bundeswehr : de la *Zeitenwende* à l'*Epochenbruch*

Johanna MÖHRING



Comité d'études
des relations
franco-
allemandes
(Cerfa)

Centre des études
de sécurité

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d’études des relations franco-allemandes* – [Cerfa](#) – bénéficient du soutien du Centre d’analyse de prévision et de stratégie du ministère de l’Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l’Auswärtiges Amt.



Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteurice.

ISBN : 979-10-373-1176-4

© Tous droits réservés, Ifri, 2026

Couverture : Berlin, Allemagne – 22 août 2024 : La Bundeswehr commémore les soldats tués au combat par une marche commémorative
© Mo Photography Berlin/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Johanna Möhring, « La Bundeswehr : de la *Zeitenwende* à l’*Epochenbruch* », *Notes du Cerfa*, n° 189, Ifri, février 2026.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes ([Cerfa](#)) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Paul Maurice est secrétaire général du Cerfa et, avec Marie Krpata et Jeanette Süß, chercheuses, ainsi que Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, il est responsable des publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

Autrice

Johanna Möhring étudie des questions de sécurité et de défense européennes. Titulaire d'un doctorat en science politique, elle est chercheuse associée au Centre interdisciplinaire sur les enjeux stratégiques (CIENS) de l'École normale supérieure et *Associate Fellow* au Centre for Advanced Security, Strategic and Integration Studies (CASSIS) de la Rheinische Friedrich-Wilhelms-Universität de Bonn. Après avoir obtenu une bourse « Ambassadeur » de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées afin d'étudier les conceptions nucléaires de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne, elle mène actuellement des recherches sur le commandement militaire et l'intelligence artificielle en tant que post-doctorante « MaCI International Excellence in the Humanities » (Project GATES) à l'université Grenoble-Alpes.

Remerciements

L'autrice tient à adresser ses sincères remerciements aux responsables de haut niveau, fonctionnaires, officiers, universitaires et représentants de groupes de réflexion dont les contributions ont été déterminantes pour cette étude.

Résumé

La *Zeitenwende* (« changement d'époque ») annoncée par Olaf Scholz le 27 février 2022 passe à la vitesse supérieure. Soutenues financièrement par la réforme constitutionnelle du « frein à la dette » de mars 2025 et cautionnées par un large consensus politique et sociétal en faveur du renforcement et de la modernisation de la Bundeswehr, les capacités militaires de l'Allemagne devraient augmenter rapidement au cours des prochaines années. Appelée à jouer un rôle central dans la défense du continent européen sur fond de relations transatlantiques en plein bouleversement, la position allemande en matière politique et militaire traverse une profonde mutation. En mettant en œuvre sa stratégie à long terme, qui consiste à organiser ses efforts de défense dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) de concert avec des projets industriels de défense dans lesquels sa propre industrie occupera une place centrale, l'Allemagne s'apprête à modifier des équilibres établis de longue date, avec des conséquences considérables qui iront bien au-delà des relations franco-allemandes.

Une étude publiée par l'Ifri en 2023, intitulée « *Zeitenwende* : la Bundeswehr face au changement d'ère » et rédigée par Léo Péria-Peigné et Élie Tenenbaum, identifiait trois défis pour les forces armées allemandes : une faible disponibilité des systèmes due à un retard accumulé dans la maintenance et à des processus de mise en œuvre inadéquats, des ressources humaines en deçà des objectifs de recrutement et, enfin, une culture stratégique en contradiction avec la mission de la Bundeswehr en tant que force militaire crédible. Sur ces trois fronts, des changements importants ont eu lieu.

Les efforts remarquables actuellement déployés par l'Allemagne pour refonder une armée crédible en tant que pilier conventionnel européen de l'OTAN se déroulent dans un contexte d'incertitude internationale et nationale. L'Europe et l'Allemagne semblent structurellement dépendantes, lentes à relever les multiples défis liés à l'autonomie, indécises et donc vulnérables aux perturbations, notamment celles provenant des États-Unis. En Allemagne, autorités, armée et population sauront-elles faire preuve du courage et de la persévérance nécessaires ? Le gouvernement Merz a qualifié la défense de l'Europe et le renforcement de l'armée allemande de priorité politique absolue. Pour la première fois dans l'histoire de la Bundeswehr, une brigade blindée sera stationnée en permanence à l'étranger, en Lituanie, et ses effectifs seront triplés en cas de conflit. Il est significatif que le nouveau service militaire volontaire pour les jeunes, adopté en décembre 2025 pour atteindre les objectifs de capacité fixés par

l'OTAN, gagne en popularité auprès des 16-29 ans, et que le nombre d'Allemands de moins de 50 ans prêts à défendre leur pays en cas de besoin soit en augmentation.

Cependant, de nombreux obstacles subsistent. L'alignement de la Bundeswehr et de son personnel sur sa mission de défense de l'Allemagne et de l'Alliance nécessitera non seulement des ressources financières considérables, mais aussi un engagement interministériel soutenu. Compte tenu de la nature hybride des menaces auxquelles sont confrontées l'Europe et l'Allemagne, des domaines cruciaux de la défense ne relèvent pas de la compétence du ministère de la Défense. Si l'Allemagne entend mettre en œuvre l'approche impliquant l'ensemble du gouvernement et l'ensemble de la société (*whole of government, whole of society*) prévue dans sa planification de défense dans le cadre de l'OTAN, il lui faut passer d'une mentalité de temps de paix à une mentalité de temps de guerre. Enfin, son réarmement exigera des compétences diplomatiques considérables pour gérer les relations avec des partenaires clés et les dépendances stratégiques. Tout porte à croire que la réforme en cours de la Bundeswehr modifiera l'équilibre des pouvoirs en Europe, propulsant l'Allemagne dans un rôle de chef de file en matière de défense pour lequel elle n'est pas encore prête.

Abstract

The *Zeitenwende* (historic turning point) announced by Olaf Scholz on 27 February 2022 is shifting into high gear. Financially supported by the March 2025 reform of Germany's "debt break" and carried by a broad political and societal consensus to strengthen and modernize the Bundeswehr, Germany's military capabilities are set to rapidly increase over the coming years. Expected to assume a central role in the defence of the European continent against the backdrop of changing transatlantic relations, Berlin's military-political position on the continent is being radically transformed. Implementing Germany's long-term strategic preference of organising its defence efforts through the North Atlantic Treaty Organization (NATO) in conjunction with defence industrial projects in which German industry takes centre stage will change long-established equilibria, with important consequences not only for Franco-German relations.

Ifri's 2023 study "*Zeitenwende: The Bundeswehr's Paradigm Shift*" by Léo Péria-Peigné and Élie Tenenbaum identified three challenges for the German armed forces: Poor system availability due to accumulated maintenance debt and inadequate implementation processes, human resources lagging behind recruitment goals and lastly, a strategic culture struggling with the Bundeswehr's mission as a credible deterrent force. On all three fronts, there have been significant changes.

The ongoing organisational feat of re-founding a credible German force as NATO's European conventional backbone is happening under conditions of international and domestic uncertainty. Europe, and Germany appear structurally dependent, slow to rise to the manifold challenges pertaining to becoming more autonomous, unsure of themselves and hence vulnerable to disruption, not in the least coming from the United States. Do the German authorities, members of the military and the German population have the mettle? The Merz government has declared the defence of Europe and the strengthening of the German armed forces its top political priority. For the first time in the Bundeswehr's history, an armoured brigade will be permanently stationed abroad, in Lithuania, to be tripled in strength in case of conflict. Significantly, a new voluntary military service for young people voted in December 2025 to reach NATO capability targets is gaining traction among 16- to 29-year-olds, and the number of Germans under the age of 50 willing to defend their country themselves in an emergency is rising.

Yet many hurdles remain: Bringing the Bundeswehr's organisation and personnel in line with its mission of national and alliance defence will require not only considerable financial resources, but a sustained inter-

ministerial engagement, competing for political and societal attention. Given the hybrid nature of threats facing Europe and Germany, crucial defence areas fall outside the remit of the Defense Ministry. In order to implement a “whole of government, whole of society” approach foreseen in German NATO planning, a switch from a peacetime to a wartime mentality still needs to happen. And last but not least, a rearming Germany will need tremendous diplomatic skills to manage key relationships and strategic dependencies. The ongoing Bundeswehr reform will lead to shifts in the European power balance, thrusting Germany into a defence leadership role for which it is not yet ready.

Sommaire

CONTEXTE DE LA TRANSFORMATION DE LA DÉFENSE ALLEMANDE : BOULEVERSEMENTS GÉOPOLITIQUES ET HÉRITAGE HISTORIQUE... 9

**Les remous géopolitiques qui précipitent la transformation
de la politique de défense allemande 9**

**Parallèles et échos historiques : de la Bundeswehr 1.0
à la Bundeswehr 3.0..... 12**

LES MOYENS DE LA TRANSFORMATION DE LA DÉFENSE ALLEMANDE : GOUVERNANCE, RESSOURCES, MENTALITÉS 17

Structures et cadres juridiques de la Bundeswehr 3.0..... 17

**Ressources financières, humaines et matérielles
de la Bundeswehr 3.0 22**

***Kriegstüchtigkeit* : mentalités et disposition au combat
des Allemands..... 31**

CONCLUSION : LES CONSÉQUENCES DE LA TRANSFORMATION DE LA DÉFENSE ALLEMANDE : NOUVEAUX MARCHÉS, NOUVEL ÉQUILIBRE ? 37

Contexte de la transformation de la défense allemande : bouleversements géopolitiques et héritage historique

« C'est pourquoi je parle d'une double rupture historique [*Epochenbruch*]. La guerre de conquête menée par la Russie et la rupture de valeurs opérée par les États-Unis, voilà qui marque la fin de ce long XX^e siècle. »

Frank-Walter Steinmeier, président de la République fédérale d'Allemagne, 80^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, Bundestag, 8 mai 2025¹

Les remous géopolitiques qui précipitent la transformation de la politique de défense allemande

Depuis la fin de la guerre froide, la situation de l'Europe en matière de sécurité n'a jamais été aussi tendue. Poursuivant son offensive militaire contre l'Ukraine, la Russie exerce une pression croissante sur le flanc est de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). L'Allemagne et plusieurs de ses alliés au sein de l'OTAN et de l'Union européenne (UE) font face à une recrudescence des attaques hybrides : sabotage de câbles sous-marins, espionnage par drones au-dessus d'installations militaires, cyberattaques visant les institutions publiques et l'industrie de la défense. Les pays européens restent démunis face à la politique de puissance transactionnelle menée par des puissances « impériales » hostiles parmi lesquelles figure leur ancien protecteur, les États-Unis. Tout comme ses homologues européens, l'Allemagne tarde à remédier à son faible poids géopolitique par une relance de sa compétitivité économique et technologique et une coordination politique pourtant indispensable, tant au niveau national qu'europpéen. En dépit de perspectives budgétaires relativement propices, la morosité économique prévaut, résultat du triple choc provoqué par la flambée des prix de l'énergie à la suite de l'invasion de

1. F. -W. Steinmeier, « Nous sommes tous les enfants du 8 mai », discours devant le Bundestag, Berlin, 8 mai 2025.

l'Ukraine par la Russie, la concurrence chinoise dans des secteurs industriels où l'Allemagne s'est longtemps imposée comme championne, et les droits de douane américains sur les produits allemands².

Les dissensions internes et externes de l'Allemagne sont habilement exploitées par ses adversaires. Sur la scène nationale, le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD), qui bénéficie du soutien officiel de l'administration Trump, occupe désormais la deuxième place dans les suffrages, devenant un acteur crédible pour accéder au pouvoir ou participer à la formation d'un gouvernement régional³. Dans ses campagnes pour l'arrêt du soutien militaire à l'Ukraine et contre l'immigration, il est appuyé par des formations d'extrême gauche telles que le Bündnis Sahra Wagenknecht – Vernunft und Gerechtigkeit (BSW), quoique les deux partis divergent quant à l'opportunité de renforcer la Bundeswehr⁴. Au niveau international, les relations transatlantiques, cœur de l'identité stratégique et de l'ancrage international de la République fédérale allemande (RFA) puis de l'Allemagne réunifiée, subissent un bouleversement historique, l'antagonisme se substituant à la coopération ; les conséquences de cette transformation sont encore imprévisibles. Si la confiance dans les États-Unis en tant que partenaire au sein de l'OTAN est fortement ébranlée, l'Allemagne et la plupart des pays européens s'efforcent de maintenir avec eux des relations étroites, les considérant toujours comme un partenaire indispensable pour la défense de l'Europe⁵.

Le débat demeure – et, avec lui, les inquiétudes – quant à la vitesse à laquelle l'OTAN est censée opérer la bascule entre le traditionnel partage des charges et le transfert des charges, sous la pression de l'administration Trump qui exige que l'Europe assume davantage de responsabilités en matière de défense. La dernière stratégie de sécurité nationale américaine, publiée le 5 décembre 2025, met l'accent sur une primauté américaine ancrée dans l'« hémisphère occidental », atténuant la confrontation avec la Chine et misant sur une « stabilité stratégique » en Europe, sans évoquer la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, ni d'ailleurs faire aucune mention de la Russie⁶. Sous l'intitulé « Promouvoir la grandeur européenne », les pays d'Europe occidentale sont présentés comme tolérant une immigration massive incontrôlée et muselant l'opposition politique, ce qui appellerait un changement de régime. Si le partenariat entre les États-

2. A. Tooze, « Polygloom – What's Wrong with Germany? », Chartbook 418, 4 décembre 2025, disponible sur : <https://adamtooze.substack.com>.

3. Les élections prévues en 2026 dans cinq *Länder* – Bade-Wurtemberg, Rhénanie-Palatinat, Saxe-Anhalt, Berlin et Mecklembourg-Poméranie occidentale – pourraient modifier les équilibres politiques au sein du Bundesrat et compromettre les projets de loi gouvernementaux. Les prochaines élections fédérales auront lieu en 2029.

4. Quoique le BSW ait échoué à intégrer le Bundestag à 9 529 voix près en 2025, il demeure une force disruptive dans le paysage politique de l'Allemagne orientale.

5. « Baromètre de l'opinion publique européenne : Trump et l'accord commercial avec l'Union », Le Grand Continent, septembre 2025.

6. « National Security Strategy of the United States of America », Maison-Blanche, novembre 2025.

Unis et leurs alliés européens est explicitement salué, il est censé évoluer vers une coopération économique et technologique « consolidant notre système d'alliances en un groupe économique⁷ ».

Au-delà des propos culturels encensés par le Kremlin, il existe une continuité avec les précédentes administrations américaines qui se sont exprimées haut et fort sur le partage des charges. L'OTAN continue de bénéficier d'un soutien solide parmi les républicains et les démocrates américains. La loi de 2026 sur l'autorisation de la défense nationale (*National Defense Authorization Act*) adoptée par le Congrès exclut toute réduction d'effectifs des troupes américaines en Europe, comprenant actuellement 85 000 soldats, en dessous de 76 000 soldats sans une évaluation approfondie établissant qu'un tel retrait a été convenu avec les alliés et qu'il ne compromet pas la sécurité des États-Unis et de l'Europe⁸. Au moment où nous écrivons ces lignes, l'administration Trump semble résolue à honorer un accord conclu sous son prédécesseur, visant à déployer en Allemagne, à partir de 2026, des missiles à moyenne portée lancés depuis le sol et capables d'atteindre des cibles en profondeur sur le territoire russe. Quoi qu'il en soit, la prochaine mouture du rapport américain sur son empreinte militaire à l'étranger (*US Global Force Posture Review*) prévue pour 2026 devrait annoncer une réduction des effectifs militaires américains, d'aucuns s'attendant à une diminution pouvant atteindre 50 % au cours des quatre prochaines années⁹.

Les États-Unis soufflent également le chaud et le froid quant à la manière dont l'Europe devrait combler ses lacunes actuelles ou futures en matière de capacités. Lors de la Conférence sur la sécurité qui s'est tenue à Berlin en novembre 2025, l'ambassadeur américain auprès de l'OTAN, Matthew Whitaker, a souligné que Washington souhaitait que l'Europe se dote de capacités militaires équivalentes à celles des États-Unis. Il a également fait part de son désir de voir l'Allemagne occuper, à terme, le poste militaire le plus élevé de l'OTAN, celui de commandant suprême des forces alliées en Europe¹⁰. Or, lors d'une réunion des ministres de la Défense de l'OTAN début décembre 2025, le secrétaire d'État adjoint Christopher Landau a reproché aux représentants européens d'écarter les entreprises américaines du renforcement de la défense européenne¹¹.

7. *Ibid.*, p. 22.

8. « National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2026 », Commission des forces armées de la Chambre des représentants des États-Unis, 7 décembre 2025, p. 988.

9. Lors d'une réunion au Pentagone début décembre, il a été indiqué aux représentants européens que leurs pays devraient prendre en charge la majorité des capacités de défense conventionnelles de l'OTAN d'ici 2027. Voir G. Slattery et H. Pamuk, « Exclusive: US Sets 2027 Deadline for Europe-Led NATO Defense, Officials Say », Reuters, 6 décembre 2025, disponible sur : www.reuters.com.

10. J. Urbancik et S. Murray, « US Ambassador Suggests Germany Take NATO's Top Military Role in Future », Euronews, 26 novembre 2025, disponible sur : www.euronews.com.

11. V. Jack, « Top US Official Berates Europe over Cutting American Industry out of Defense Buildup », Politico, 3 décembre 2025, disponible sur : www.politico.eu.

Dans cette période de transition, la capacité des Européens (et des Canadiens) à rester unis et à tempérer l'animosité potentielle des Américains sera déterminante. Parmi les scénarios possibles, la meilleure issue serait le développement d'un pilier européen fort de l'OTAN ou d'une « OTAN européenne » bénéficiant du soutien militaire des États-Unis, pendant que les Européens se doteraient des capacités qui leur font défaut¹². Si désagréable que cette constatation puisse paraître, les membres de l'OTAN n'auraient peut-être pas aussi résolument haussé leurs dépenses en matière de défense si Donald Trump ne s'était pas montré si brutal. Pour la quasi-totalité d'entre eux, ce n'est que maintenant qu'ils atteignent le seuil de 2 % du produit intérieur brut (PIB), objectif adopté dès le sommet du Pays de Galles en 2014, si ce n'est avant¹³. Lors du sommet de La Haye en juin 2025, les alliés ont décidé de porter les dépenses de défense à 5 % du PIB au cours des dix prochaines années, 3,5 % étant investis dans la défense et 1,5 % dans les infrastructures et les activités liées à la défense. Il est prévu que les Européens compensent la diminution (voire la disparition) future des moyens stratégiques américains en matière de renseignement, de surveillance, d'acquisition d'objectifs, de reconnaissance ou de transport aérien ; mais aussi qu'ils s'engagent davantage dans les postes de commandement de l'OTAN et renforcent leur expérience dans la conduite d'opérations, éventuellement en dehors du cadre de l'OTAN. Dans tous ces efforts, l'engagement allemand sera d'une importance capitale.

Parallèles et échos historiques : de la Bundeswehr 1.0 à la Bundeswehr 3.0

Le gouvernement CDU–SPD (Union chrétienne-démocrate d'Allemagne–Parti social-démocrate d'Allemagne) dirigé par le chancelier Friedrich Merz, en place depuis mai 2025, juge l'OTAN indispensable, considère l'Allemagne comme le pivot central de l'OTAN en Europe, réaffirme la contribution de l'Allemagne au partage nucléaire au sein de l'OTAN et souhaite renforcer le pilier européen de celle-ci¹⁴. L'ampleur de la tâche et les difficultés à venir ne sont pas sans rappeler le passé. En effet, les forces armées de la République fédérale vivent actuellement leur troisième transformation fondamentale, chacune ayant été façonnée par l'appartenance et la contribution de l'Allemagne à l'Alliance atlantique.

12. O. Schmitt propose quatre hypothèses en fonction du niveau de cohésion européenne et d'hostilité américaine : « une Europe indépendante », « une OTAN européenne », « un pacte de Varsovie » et « la torpeur européenne ». Voir aussi O. Schmitt, « Défense de l'Europe : la nouvelle crise des fondements », *Politique étrangère*, vol. 90, n° 3, Ifri, 2025, p. 77-89.

13. L'objectif de 2 % date du sommet de l'OTAN de Riga en 2006. Le sommet du Pays de Galles donnait dix ans aux pays membres pour l'atteindre.

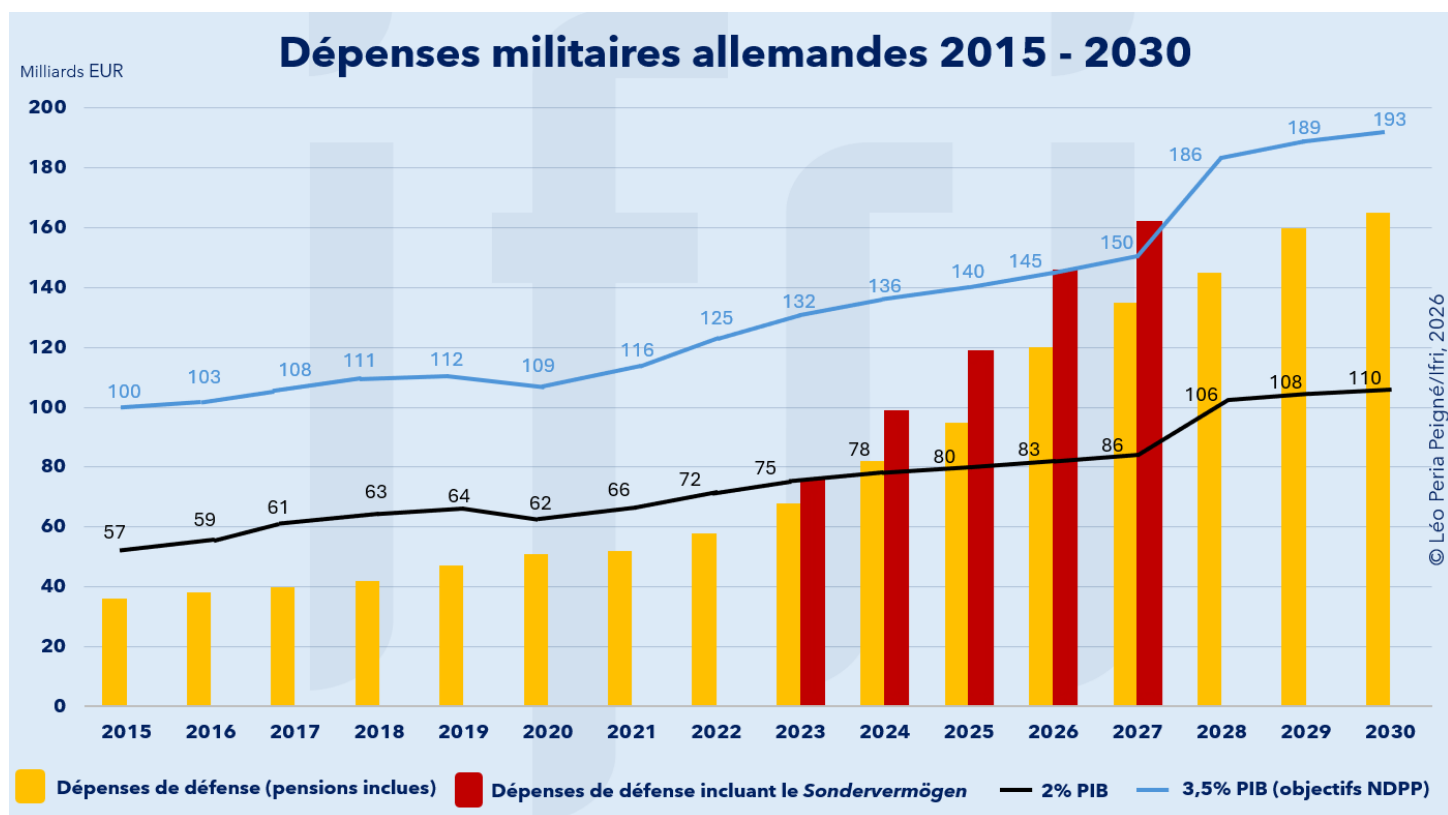
14. « Koalitionsvertrag zwischen CDU, CSU und SPD. Verantwortung für Deutschland. 21. Legislaturperiode des Deutschen Bundestages » [Accord de coalition entre la CDU, la CSU et le SPD. Responsabilité pour l'Allemagne. 21^e législature du Bundestag allemand], Berlin, 5 mai 2025.

La première étape est, bien sûr, leur création en mai 1955 – le nom « Bundeswehr » ne devient officiel que le 1^{er} avril 1956 – dans le contexte tendu de la guerre froide, le réarmement allemand et l'adhésion de l'Allemagne à l'OTAN se heurtant à une forte opposition interne. Pour apaiser les craintes liées au militarisme allemand tout en constituant la force conventionnelle la plus puissante d'Europe occidentale conformément aux obligations de défense imposées par l'OTAN, l'Allemagne de l'Ouest adopte une politique de retenue militaire et un modèle unique d'identité militaire ancré dans le respect des grands principes constitutionnels. La *Wehrverfassung*, constitution militaire du 22 mars 1956, rompt avec le passé militaire de l'Allemagne en établissant une armée démocratique soumise à l'État de droit ; elle demeure aujourd'hui un pilier du droit militaire allemand. Pendant la guerre froide, la Bundeswehr 1.0 « Défense avancée de l'OTAN » (une armée de masse basée sur le service militaire obligatoire) aurait pu essuyer une attaque du pacte de Varsovie, avec le soutien des formations alliées prépositionnées « en couches » du nord au sud près de la frontière inter-allemande. Une confrontation armée aurait probablement entraîné l'anéantissement des deux Allemagne par des frappes nucléaires. À son apogée dans les années 1980, la Bundeswehr compte 500 000 soldats d'active et les dépenses de défense de l'Allemagne de l'Ouest atteignent régulièrement 3,0 % du PIB.

La Nationale Volksarmee (Armée populaire nationale, NVA) de la République démocratique allemande constitue un autre chapitre, moins connu, de l'histoire de l'armée allemande après 1945. La NVA, aux structures et à la culture militaires soviétiques diamétralement opposées à celles de son pendant ouest-allemand, est en place de 1956 à 1990. Elle est dissoute avant la réunification ; la Bundeswehr absorbera son personnel (une petite partie, 20 000 membres, uniquement les soldats et les sous-officiers), son équipement, qui sera en grande partie vendu ou détruit, et ses installations militaires, dont beaucoup fermeront. Les anciens membres de la NVA (près de 400 000) perdront leurs grades militaires et ne bénéficieront que de droits minimaux à la retraite, ce qui suscitera une grande amertume. Selon un schéma parallèle à son « jumeau » ouest-allemand, la NVA était intégrée à l'Organisation du traité de Varsovie sous le contrôle et la domination soviétiques¹⁵.

15. Pour un aperçu historique de la NVA pendant la guerre froide, consulter B. Schaefer, « The GDR in the Warsaw Pact », Woodrow Wilson International Center, 28 octobre 2016.

Graphique 1 : De la Bundeswehr 1.0 à la Bundeswehr 3.0



Sources : Banque mondiale ; DG Trésor ; Rapports de dépenses annuelles de l'OTAN ; Institut IFO. Graphique réalisé par l'Ifri, 2026.

Le deuxième avatar de la Bundeswehr, actif dans les interventions « hors zone » de l'OTAN à partir de 1990, contraint l'armée et la société allemandes à sortir considérablement de leur zone de confort. Tout d'abord, en acceptant des missions de maintien et de renforcement de la paix ainsi que des missions de formation mandatées par l'Organisation des Nations unies (ONU), l'OTAN et l'UE en dehors du territoire de l'OTAN, certaines dans des régions où la Wehrmacht a sévi. Ensuite en assumant, notamment en Afghanistan, des tâches de stabilisation et de reconstruction qui exposent les soldats de la Bundeswehr dans un contexte de contre-insurrection¹⁶. Le 12 juillet 1994, la Cour constitutionnelle juge ces interventions hors zone compatibles avec l'article 87(a) de la Constitution allemande, à condition que le Bundestag les approuve au préalable. Là où la Bundeswehr était auparavant essentiellement cantonnée à la défense du territoire allemand, cet arrêt lui ouvre la voie à des missions internationales, marquant un tournant historique dans la politique de sécurité de l'Allemagne depuis la Seconde Guerre mondiale. La

16. La Bundeswehr sert en Afghanistan de 2001 à 2021. À partir de 2001, elle est intégrée à la Force internationale d'assistance et de sécurité, puis, de 2015 à 2021, participe à la mission *Resolute Support* de l'OTAN.

Parlamentsbeteiligungsgesetz, loi régissant les modalités procédurales, est promulguée le 18 mars 2005. Le service militaire obligatoire est suspendu en 2011, l'objectif étant de transformer la Bundeswehr en une armée professionnelle¹⁷. Les effectifs militaires tombent à 370 000 au milieu des années 1990, puis à près de 178 000 en 2014. Dans le même temps, les dépenses de défense passent de 2,5 % à moins de 1,5 % du PIB.

La Bundeswehr 3.0, « Hub » des alliés de l'OTAN, marque le retour aux fondements de la Bundeswehr, à savoir la défense nationale et la défense de l'Alliance (*Landesverteidigung/Bündnisverteidigung*, LV/BV) contre l'expansionnisme belliqueux de la Russie. Lors du sommet de l'OTAN au Pays de Galles en 2014, l'Allemagne introduit le concept de nations-cadres afin d'organiser les efforts de défense continentale. La *Konzeption der Bundeswehr* (KdB) de 2018 et le « profil de capacités » qui en découle sont une réponse officielle à l'annexion de la Crimée par la Russie et à la guerre sécessionniste que celle-ci alimente dans l'est de l'Ukraine depuis 2014. La stratégie de sécurité 2023 de l'Allemagne et ses lignes directrices en matière de politique de défense énoncent les exigences de défense et de sécurité de la *Zeitenwende* découlant de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en février 2022¹⁸. Pour les forces armées allemandes, il s'agit de « s'apprêter à combattre pour remporter la victoire dans des combats de haute intensité¹⁹ », en liaison avec ses voisins immédiats et ses partenaires de l'OTAN, tels que la Pologne. Cependant, dans la mesure où les crises, les conflits et les tensions régionales en Afrique, au Moyen-Orient, dans l'Arctique et dans la région indo-pacifique continuent de peser sur l'environnement sécuritaire de l'Europe, l'engagement militaire de l'Allemagne ne saurait se cantonner à la défense de son territoire et de l'Alliance.

Il aura fallu près de vingt ans pour mettre en œuvre chacune des phases 1.0 et 2.0 de la Bundeswehr, celle-ci accusant un retard par rapport aux engagements envers l'OTAN et présentant pendant longtemps des lacunes considérables en termes d'effectifs et d'équipements²⁰. La prudence dicterait de ne pas espérer un rythme plus rapide ou plus de fluidité concernant la refondation actuelle. Et ce, malgré les tentatives déployées par la Russie pour mettre à l'épreuve l'Allemagne et ses alliés par des moyens hybrides, et la perspective d'une attaque conventionnelle d'ici

17. La France a suivi une trajectoire similaire en suspendant le service militaire obligatoire en 1996. Un service militaire sur la base du volontariat doit être réintroduit à partir de l'été 2026.

18. « Konzeption der Bundeswehr », Ministère fédéral allemand de la Défense, juillet 2018. Voir aussi la Stratégie de sécurité nationale de l'Allemagne pour 2023 publiée par le gouvernement fédéral : « Wehrhaft. Resilient. Nachhaltig. Integrierte Sicherheit für Deutschland. Nationale Sicherheitsstrategie », juin 2023, et les lignes directrices de la politique de défense pour 2023 : « Verteidigungspolitische Richtlinien », Ministère fédéral allemand de la Défense, 9 novembre 2023.

19. « Verteidigungspolitische Richtlinien », Ministère fédéral allemand de la Défense, 9 novembre 2023, p. 9.

20. S. Neitzel, *Die Bundeswehr. Von der Wiederbewaffnung bis zur Zeitenwende*, Munich, éd. C.H. Beck, 2025.

2029²¹. Difficultés liées au recrutement, au logement, à la formation ou aux capacités militaires : le « Hub allié 3.0 de l'OTAN » (*3.0 NATO Allied Hub*) partage de nombreux défis avec la « Défense avancée 1.0 de l'OTAN » (*1.0 NATO Forward Defence*). La différence majeure réside dans la position géographique et fonctionnelle qu'occupe désormais l'Allemagne. Celle-ci n'est plus en première ligne. Cependant, le souvenir de ce que signifie pour un État devenir un champ de bataille a, entre autres facteurs, motivé la décision de l'Allemagne de baser en permanence une brigade blindée en Lituanie, la 45^e *Panzer Brigade*.

21. S. Siebold, « German General Says Russia Could Launch Limited Attack on NATO Any Time », Reuters, 7 novembre 2025, disponible sur : www.reuters.com.

Les moyens de la transformation de la défense allemande : gouvernance, ressources, mentalités

Structures et cadres juridiques de la Bundeswehr 3.0

La mise en place de la Bundeswehr 3.0 a connu une première phase initiée en 2018, portée par des objectifs politiques et militaires relativement familiers, et mise en œuvre par des structures préexistantes. L'offensive russe en Ukraine en février 2022 a accéléré le mouvement, et le *Sondervermögen* de 100 milliards d'euros voté par la suite a été mobilisé pour répondre à certains des besoins les plus criants en matière de capacités. Mais l'irruption de fonds importants et l'accélération du rythme, induits par la *Zeitenwende*, ont mis à rude épreuve le cadre institutionnel militaire et administratif actuel. Outre des moyens financiers et des ressources humaines sensiblement renforcés, la phase actuelle nécessitera une adaptation et une réforme structurelle continues, sans que soient négligées les activités courantes liées à la défense nationale et à celle de l'Alliance.

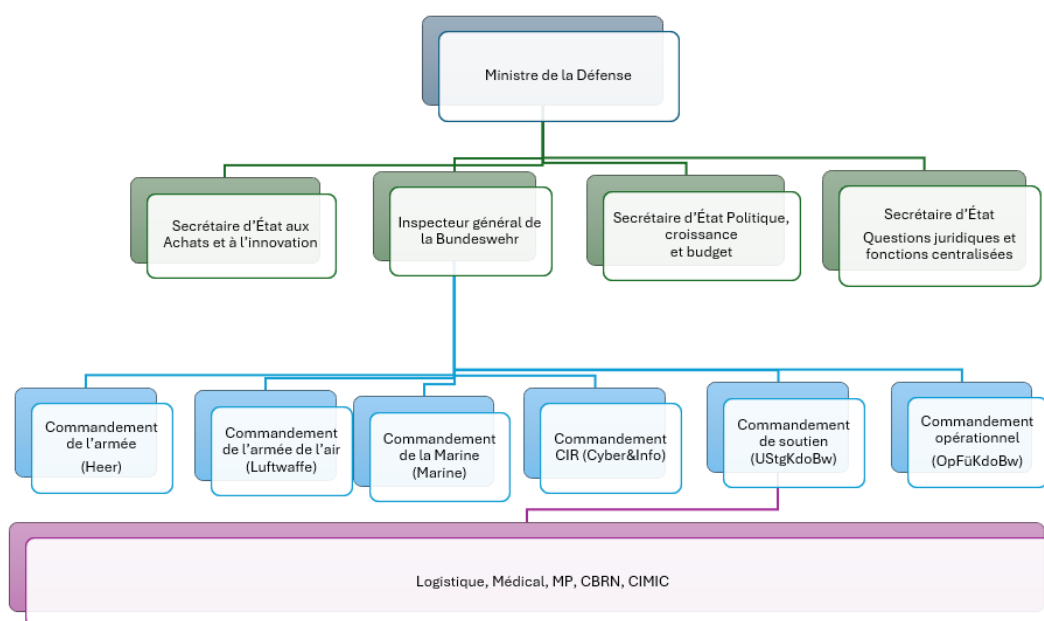
La Bundeswehr et le BMVg

Le décret d'Osnabrück, signé par le ministre allemand de la Défense Boris Pistorius (SPD) le 30 avril 2024, a réorganisé la direction du ministère fédéral de la Défense (Bundesministerium der Verteidigung, BMVg) ainsi que la structure de commandement des forces armées allemandes²². Quatrième restructuration de ce type dans son histoire, la réforme vise à renforcer la capacité de la Bundeswehr à défendre l'Allemagne et ses alliés de l'OTAN. Elle crée quatre branches au sein des forces armées : armée de terre, marine, armée de l'air et une nouvelle cyberforce, élevant ainsi la protection contre les cyberattaques et la numérisation de la Bundeswehr au rang de branche à part entière de l'armée.

22. Décret d'Osnabrück signé par le ministre allemand de la Défense Boris Pistorius, 30 avril 2024.

Le décret a également entraîné la fusion de deux commandements opérationnels (le commandement territorial pour les opérations nationales et le commandement des opérations pour les missions à l'étranger). Le nouveau commandement opérationnel de la Bundeswehr (*Operatives Führungskommando*, OpFüKdoBw) qui en résulte est entré en service en octobre 2024. Il fait office d'interlocuteur pour l'OTAN, ainsi que pour les forces de police et de protection civile, centralisant les informations sur les menaces et les capacités de réponse. En outre, un nouveau commandement de soutien a été créé, regroupant les services médicaux, la logistique, la défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN), la police militaire (MP), la coopération civilo-militaire (CIMIC) et certains services administratifs centraux en une seule unité à laquelle toutes les branches de l'armée sont censées avoir accès. Sous l'autorité du ministre, trois secrétaires d'État dirigent les fonctions essentielles au sein du BMVg²³.

Graphique 2 : Structure hiérarchique schématique – Ministère fédéral de la Défense et Bundeswehr (mai 2024)



Graphique réalisé par l'autrice.

Si la réforme de 2024 a été taxée de timidité, Boris Pistorius a annoncé, lors de la convention annuelle de la Bundeswehr, de nouvelles transformations à partir de 2026²⁴. D'ici avril prochain, les secrétaires d'État Nils Hilmer (responsable de la fonction horizontale Politique, croissance et budget), Jens Plötner (Achats et innovation) et Jan Stöß

23. « Organisationsplan BMVg – Stand: 15. Januar 2026 », Ministère fédéral allemand de la Défense, 15 janvier 2026.

24. « Rede des Bundesministers der Verteidigung Boris Pistorius zum Abschluss der Bundeswehrtagung 2025 », Ministère fédéral allemand de la Défense, 7 novembre 2025.

(Questions juridiques et fonctions centralisées) présenteront des projets d'ajustements structurels globaux concernant l'organisation ministérielle, les achats et le personnel. En parallèle, le secrétaire d'État Jan Stöß élaborera des propositions en vue de réduire la bureaucratie et de moderniser le ministère. Par ailleurs, au printemps 2026, le général Carsten Breuer (*Generalinspekteur*, GI – le plus haut gradé militaire en service) présentera la première stratégie militaire de la Bundeswehr, laquelle servira de base à l'élaboration d'un nouveau profil de capacités. Enfin, le secrétaire d'État Nils Hilmer et le général Breuer présenteront un plan de défense militaire, le premier depuis la fin de la guerre froide.

La direction ministérielle s'est montrée encline à confier les éléments clés de la planification à des civils et a souhaité promouvoir une culture pragmatique récompensant l'expérimentation. Cependant, il n'existe apparemment pas de « Planungs- und Führungsstab » (état-major de planification et de gestion) central qui réunirait d'une part les fonctions horizontales au sein du ministère, et d'autre part les échelons verticaux descendant du ministère et du GI vers les branches des forces armées.

Un rapport publié en mai 2025 par la Cour fédérale des comptes a souligné l'incapacité de l'armée et de l'administration fédérale de la défense à employer les fonds alloués à des fins ciblées et avec efficacité, soulignant la persistance d'un risque élevé de gaspillage²⁵. Le rapport dénonce également le sureffectif des officiers au sein de la Bundeswehr et l'excès, au sein de l'administration, des activités sans rapport avec la défense. Il reste à voir si les futures structures ministérielles et les plans envisagés résisteront à l'épreuve de ces temps particulièrement difficiles. Compte tenu des sommes allouées à la défense (voir ci-dessous, « Ressources financières, humaines et matérielles pour la Bundeswehr 3.0 ») et de la situation géopolitique périlleuse, les pressions politiques quant à l'efficacité sont considérables.

Un système de passation de marchés et d'innovation « en pleine réforme » pour l'armée allemande

Au cours des dix dernières années, la politique allemande d'approvisionnement militaire s'est révélée très déficiente, valant à la Bundeswehr le sobriquet de « tas de ferraille ». Tandis que les forces armées, à court de budget, devaient composer avec un taux élevé de matériel militaire inexploitable, le ministère de la Défense, dirigé jusqu'en 2021 par la CDU, laissait filer les dépenses dans des contrats de défense non honorés et des frais de conseil élevés pour des contrats attribués sans appel

25. « Handlungsbedarf bei der Bundeswehr. Wiederausrichtung auf Landes- und Bündnisverteidigung erfordert verantwortungsvolle Mittelverwendung und Kurskorrektur bei Organisation und Personal », Cour fédérale des comptes, 27 mai 2025.

d'offres²⁶. Les projets d'armement accumulaient retards et dépassements de coûts. Les marchés publics allemands en matière de défense ont acquis la réputation d'être des procédures longues et fastidieuses favorisant les solutions hautement spécifiques et sophistiquées, donc coûteuses et difficiles à mettre en œuvre.

Passant outre des relations plutôt difficiles par le passé, Boris Pistorius a, lors d'un discours au congrès 2025 de la Bundeswehr, félicité le personnel de l'Office fédéral chargé de l'équipement, des technologies de l'information et du soutien en service de la Bundeswehr (BAAINBw) pour avoir relevé le défi de la *Zeitenwende*. Mais le système de passation des marchés publics étant passé d'une conjoncture marquée par « peu d'argent, mais beaucoup de temps » à une autre caractérisée par « peu de temps, mais beaucoup d'argent », il apparaît impératif non seulement d'optimiser les procédures, mais aussi de faire évoluer l'approche des employés pour qu'ils acceptent des solutions peut-être imparfaites, mais rapidement disponibles. Compte tenu du rythme des changements, le développement technologique ne saurait désormais s'étaler sur plusieurs décennies. Pour compliquer encore les choses, les achats doivent non seulement répondre aux objectifs actuels en matière de capacités, mais aussi anticiper les besoins sur le champ de bataille à court et moyen terme, tout en conciliant besoin d'innovation, résilience au combat et objectif de réduction des dépendances stratégiques.

D'ici mai 2026, le secrétaire d'État Jens Plötner, responsable des achats et de l'innovation, présentera un projet de réorganisation du BAAINBw visant à traiter des volumes de commandes plus importants et à attirer le personnel qualifié indispensable. L'Office fédéral de la Bundeswehr prévoit d'ouvrir des sites supplémentaires en dehors de Coblenche. La modification de la loi de 2022 sur l'accélération de la planification et des achats de la Bundeswehr (Bundeswehr Planungs- und Beschaffungsbeschleunigungsgesetz), qui prévoit de nouvelles simplifications importantes du droit des marchés publics, a été voté en février 2026. Les modifications vont de la simplification des attributions directes et de la possibilité de convenir de paiements anticipés à la clarification des exigences d'interopérabilité dans le cadre des achats conjoints avec les partenaires de l'Allemagne²⁷.

Pour obtenir des bénéfices stratégiques sur le champ de bataille, l'innovation s'impose, y compris en matière de technologie et d'armement. Des centres d'innovation pour les équipements de défense ouvriront dans tout le pays, à l'instar de celui consacré aux technologies maritimes qui

26. T. Wieder, « Allemagne : "l'affaire des consultants" secoue le ministère de la Défense », *Le Monde*, 31 janvier 2019, disponible sur : www.lemonde.fr.

27. Pour plus de détails, voir « Bundeswehr-Beschaffung: Die wichtigsten Änderungen », Ministère fédéral allemand de la Défense, 23 juillet 2025.

verra le jour en 2026 dans le nord de l'Allemagne. La part consacrée à la recherche et au développement dans le budget de la défense devrait en outre augmenter. L'une des leçons tirées de la guerre en Ukraine est l'importance cruciale d'un système de planification et de développement des capacités, adaptable en permanence, qui tienne compte des chaînes de fabrication et d'approvisionnement. La réorganisation du BMVg vise notamment à accroître la capacité d'innovation, en la reliant directement à la planification assurée par des civils.

Le *Generalinspekteur* de la Bundeswehr doit relever le défi de concilier deux visions de la défense potentiellement contradictoires, incarnées par les généraux sous son commandement dans les différentes branches de l'armée. Là où le commandant en chef individuel se concentre sur les besoins immédiats en matière de défense, à savoir rendre ses troupes aptes au combat pour 2029, voire pour demain, l'inspecteur adjoint correspondant s'intéresse à l'innovation, c'est-à-dire à l'équipement nécessaire à l'armée pour remporter la victoire en 2035 et au-delà.

Le Conseil national de sécurité : une politique de défense relevant de l'ensemble du gouvernement

Face à la multiplication des crises et des menaces sécuritaires de ces dernières années, le gouvernement allemand a créé en août 2025 un Conseil national de sécurité (*Nationaler Sicherheitsrat*) regroupant les compétences ministérielles en matière de sécurité intérieure, extérieure, économique et numérique²⁸. Depuis sa création, ce conseil fonctionne comme un comité permanent du gouvernement fédéral, servant d'organe central pour la prise de décisions sur les questions générales de sécurité nationale. Il s'est substitué au *Sicherheitskabinett*, cabinet de sécurité informel qui réunissait les membres des ministères concernés pour discuter des questions de sécurité extérieure et intérieure en fonction des besoins. Il se prononce également sur les exportations d'armements. Le Conseil fédéral de sécurité, qui conseillait auparavant le gouvernement sur les questions de politique de sécurité, notamment en matière de défense, de désarmement et de contrôle des armements, a été dissous le 1^{er} janvier 2026.

Siègent comme membres permanents du Conseil national de sécurité le chancelier fédéral, le chef de la Chancellerie fédérale, et les ministres des Affaires étrangères, de la Défense, de l'Intérieur, des Finances, de la Justice et de la Protection des consommateurs, de l'Économie et de l'Énergie, de la Coopération au développement, ainsi que du Numérique et de la Modernisation de l'État. L'inspecteur général de la Bundeswehr, les chefs

28. « Im Kabinett beschlossen. Deutschland bekommt einen Nationalen Sicherheitsrat » [Décision prise en Conseil des Ministres. L'Allemagne se dote d'un Conseil national de sécurité], Gouvernement fédéral allemand, 27 août 2025.

des services de renseignement, de la police criminelle fédérale et de la police fédérale, et le responsable du service de presse et d'information du gouvernement participent également aux réunions. En fonction du sujet, d'autres membres du gouvernement ou des représentants des *Länder* peuvent être consultés, ainsi que des représentants d'autres États, de l'UE, de l'OTAN ou d'autres organisations internationales. Il arrive aussi que des experts reconnus soient invités aux sessions.

Le Conseil national de sécurité diffère des institutions analogues aux États-Unis ou au Royaume-Uni dans la mesure où il est adapté au système constitutionnel allemand, qui répartit les compétences en matière de sécurité entre le niveau fédéral et celui des *Länder*. Il a été conçu de manière à pouvoir évoluer au fil des années, voire à assumer un rôle de gouvernance globale qui déchargerait le ministère fédéral de l'Intérieur de bon nombre de ses tâches de coordination. Il est intéressant de noter que la Suède a opté pour la création d'un ministère chargé à la fois de la sécurité intérieure et de la défense.

Ressources financières, humaines et matérielles de la Bundeswehr 3.0

À l'instar de la Bundeswehr 1.0 au cours de sa première décennie, l'armée allemande doit relever le défi titanesque d'augmenter rapidement ses effectifs, son arsenal et ses infrastructures afin d'atteindre les objectifs de l'OTAN. Le plan de croissance de la Bundeswehr, en constante évolution et adaptation, prévoit trois grandes phases : « Fight tonight » (« Combattre dès ce soir »), 2029 et 2035. Au départ, la priorité est donnée à la résolution des problèmes les plus urgents en matière de personnel et de matériel ; ultérieurement, il s'agit d'assurer la croissance et l'innovation.

Si, grâce à la hausse de la dette publique et aux subventions européennes, les ressources financières semblent abondantes, c'est bien l'augmentation des effectifs militaires qui dira si l'Allemagne – c'est-à-dire sa société et ses responsables politiques – est prête à endosser le rôle de garant de la sécurité européenne. L'achat d'équipements de défense pour répondre aux exigences de l'OTAN en matière de capacités va inévitablement soulever des dilemmes entre disponibilité et dépendances stratégiques, et entre approvisionnement de court ou de plus long terme. Compte tenu de la puissance financière et du poids de l'Allemagne au sein de l'Alliance, ses décisions d'achat auront forcément une influence significative sur les capacités de défense de l'Europe.

Les dispositifs financiers allemands et européens au service de la transformation de la défense

Le 18 mars 2025, le Bundestag a approuvé plusieurs modifications de la *Grundgesetz* (Constitution allemande) permettant aux gouvernements fédéral et régionaux de contracter plusieurs centaines de milliards d'euros de nouveaux emprunts pour la défense, les investissements dans les infrastructures et la protection du climat. En vertu de l'accord de 2025, les dépenses de défense supérieures à 1 % du PIB sont exemptées de la « règle du frein à l'endettement » qui limite la dette publique, et un deuxième fonds spécial de plus de 500 milliards d'euros est créé au profit des infrastructures.

Le *Sondervermögen*, fonds d'un montant de 100 milliards d'euros au profit de la Bundeswehr voté en 2022 après le choc provoqué par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, sera dépensé d'ici 2027. Il a permis à l'Allemagne d'atteindre pour la toute première fois en 2024 l'objectif de 2 % du PIB consacré à la défense, lui permettant de regagner quelque peu en crédibilité au sein de l'Alliance. Mais c'est la rupture historique des États-Unis avec leur politique transatlantique qui a poussé une majorité de responsables politiques, soutenus par l'opinion publique, à faire fi des réflexes budgétaires allemands pour augmenter les dépenses de défense, qui atteindront des niveaux inédits depuis la guerre froide. Ainsi le budget fédéral renoue-t-il avec un soutien financier adéquat à long terme pour la Bundeswehr, ce qui aura des incidences considérables, d'autant plus qu'aucun autre pays de l'UE n'est actuellement en mesure d'investir de telles sommes.

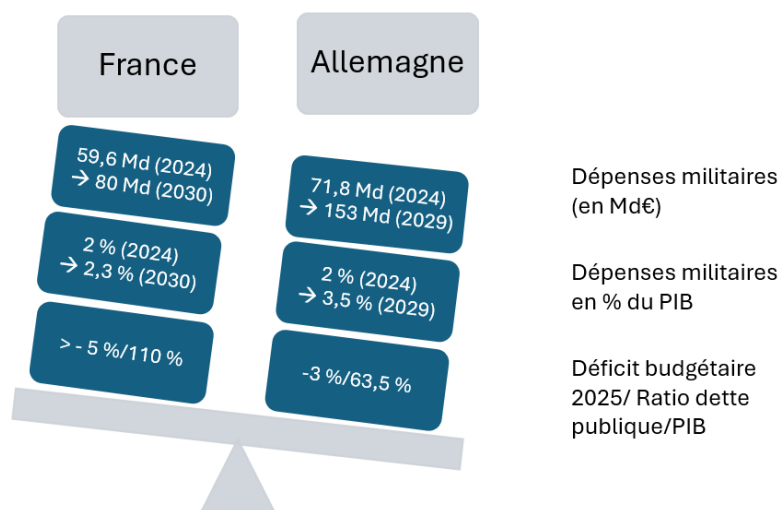
En 2025, le budget de la défense atteindra 86,4 milliards d'euros, soit une hausse de 14,6 milliard d'euros par rapport à 2024. Environ 82,7 milliards d'euros sont budgétés pour 2026, près de 93 milliards en 2027, 136 milliards en 2028 et environ 153 milliards d'euros en 2029, soit 3,5 % du PIB²⁹. À l'horizon 2029, l'Allemagne devrait ainsi atteindre les objectifs en matière de dépenses et d'investissements de défense fixés lors du sommet de l'OTAN à La Haye en 2025. À titre de comparaison, la France prévoit de consacrer environ 80 milliards d'euros à la défense en 2030, soit 2,3 % du PIB, dans le cadre de la loi de programmation militaire 2024-2030³⁰. Contrairement à l'Allemagne, elle inclut par ailleurs dans ses calculs le coût des retraites des militaires, à déduire donc des ressources financières disponibles pour la défense. Avec une dette publique à hauteur de 115 % du PIB et un déficit budgétaire de 5 %, la France ne peut qu'envier

29. R. Buchsteiner et C. Lunday, « Germany Pledges to Hit 3.5 Percent Defense Spending Target by 2029 », Politico, 23 juin 2025, disponible sur : www.politico.eu.

30. « Comment financer le réarmement et nos autres priorités d'ici à 2030 ? », Note flash n° 2, Haut-Commissariat au Plan – France Stratégie, mai 2025.

la relative liberté budgétaire dont jouit l'Allemagne, dont la dette publique brute s'établit à 64 % de son PIB et le déficit à 3 % en 2025.

Graphique 3 : Dépenses militaires et marge de manœuvre budgétaire de la France et de l'Allemagne



Graphique réalisé par l'autrice.

La tectonique géopolitique à l'origine de la hausse des dépenses militaires allemandes s'observe également au niveau européen. En mars 2025, la Commission européenne a présenté son plan « ReArm Europe »/« Readiness 2030 »³¹ : afin de renforcer les capacités de défense paneuropéennes, les dépenses en matière de défense sont désormais exonérées des limites de dette et de déficit prévues par le pacte de stabilité et de croissance. La Commission met également à disposition 150 milliards d'euros sous forme de prêts communautarisés dans le cadre de son programme SAFE (Security Action for Europe) destiné à l'achat d'équipements de défense. Compte tenu du rôle de la Bundeswehr en tant qu'« armée d'ancrage » (*anchor army*) pour les pays partenaires dans le cadre du concept des nations cadres de l'OTAN, ces initiatives constituent un formidable coup de pouce financier pour la défense européenne, et donc pour la défense et l'industrie de défense allemandes.

Développer les ressources humaines, objectif stratégique et défi majeur de la Bundeswehr

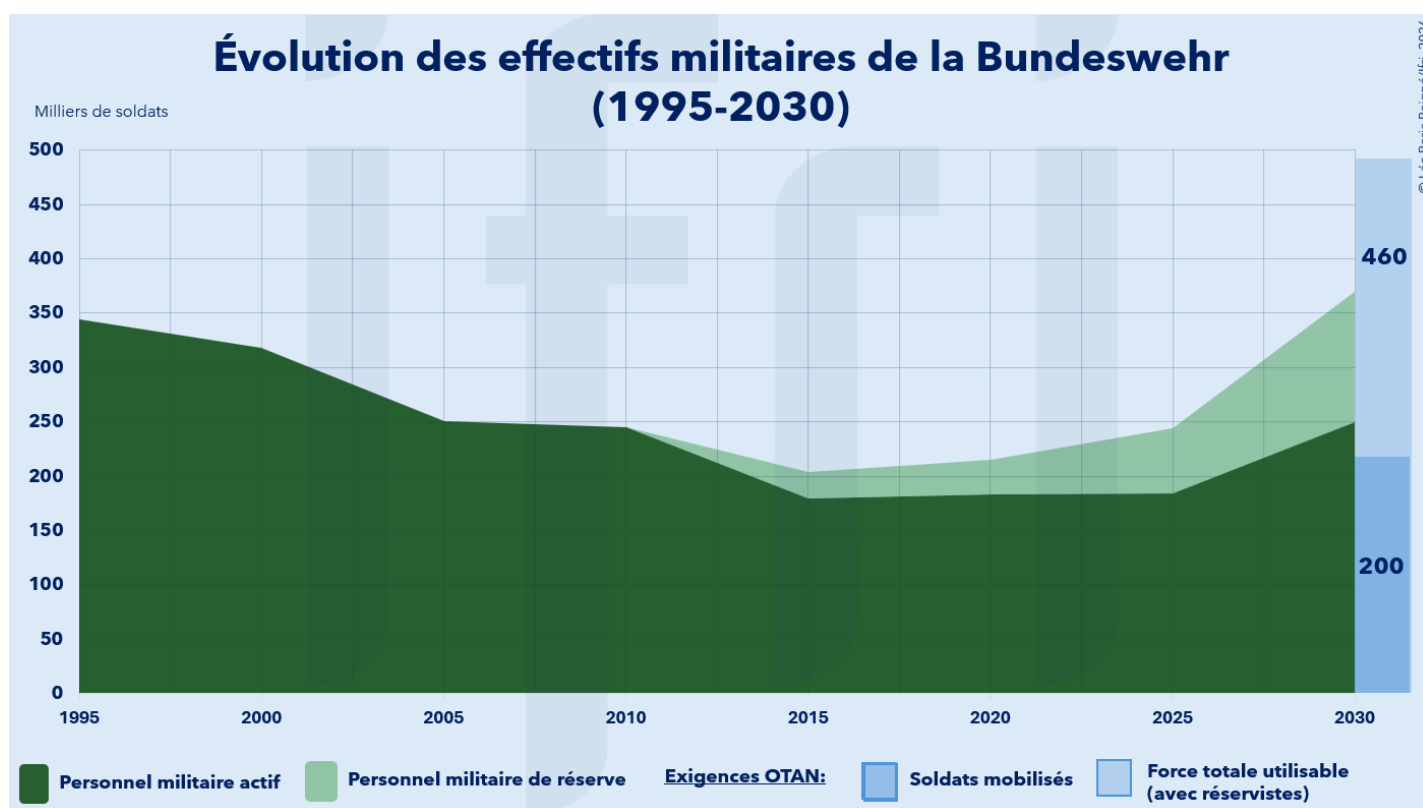
Depuis des années, l'armée allemande affiche des effectifs inférieurs aux prévisions budgétaires, la Bundeswehr compensant l'insuffisance des recrutements par la fidélisation à long terme de son personnel. En octobre 2025, environ 195 000 postes étaient disponibles pour 184 242

31. « Acting on Defence to Protect Europeans », Commission européenne, disponible sur : <https://commission.europa.eu>.

pourvus – par des soldats professionnels, des soldats temporaires et des volontaires effectuant leur service militaire. C'est principalement à une hausse du nombre de volontaires qu'il faut imputer l'augmentation significative des effectifs, passant de moins de 182 000 soldats d'active en septembre 2025 au niveau maximal atteint par la Bundeswehr depuis 2021³². Les prochains mois permettront de savoir si la tendance se confirme.

Sur les 184 242 soldats d'active en octobre, 59 010 étaient des militaires de carrière, 113 170 avaient un contrat à durée déterminée et 12 062 étaient des volontaires effectuant leur service militaire. Il y a actuellement 25 259 militaires de sexe féminin, soit plus de 13 % des forces armées allemandes ; près de la moitié d'entre elles sert dans les services de soutien et un cinquième dans l'armée de terre³³. Des voix critiques soulignent que les chiffres relatifs aux effectifs peuvent être trompeurs et ne reflètent pas nécessairement la disponibilité opérationnelle.

Graphique 4 : Évolution des effectifs de la Bundeswehr (1995-2030)



Sources : Statista, Rapport Deutscher Bundestag Wissenschaftliche Dienste, Bilan du personnel 2025 (Bundeswehr), Rapport annuel de la commissaire allemande aux forces armées sur la réserve. Graphique réalisé par l'Ifri, 2026.

32. T. Wiegold, « Personalstärke Oktober 2025: Sprung auf mehr als 184.000 – Größte Bundeswehr seit Juli 2021 (NEUFASSUNG mit korrekten Frauen-Zahlen) » [Effectifs en octobre 2025 : bond à plus de 184 000 – La plus grande armée allemande depuis juillet 2021 (NOUVELLE VERSION avec les chiffres corrects concernant les femmes)], Augen Geradeaus, 5 décembre 2025, disponible sur : <https://augengeradeaus.net>.

33. Ibid.

Les plans de l'OTAN pour l'Allemagne fixent un objectif d'environ 460 000 militaires d'ici 2029, répartis entre quelque 260 000 soldats d'active et environ 200 000 réservistes³⁴. En novembre 2025, le général Mais, alors commandant en chef de l'armée allemande, a insisté sur la nécessité de recruter 45 000 soldats supplémentaires à l'horizon 2029. Pour atteindre les objectifs fixés lors du sommet de l'OTAN à La Haye en 2025, il faudrait recruter 45 000 soldats supplémentaires d'ici 2035. Outre le respect des obligations envers les alliés de l'Allemagne et la constitution de réserves en vue d'une éventuelle guerre d'usure, le général Mais a également appelé de ses vœux la mobilisation de quelque 10 000 soldats supplémentaires issus de la réserve territoriale de la Bundeswehr, pour renforcer la défense du territoire national³⁵.

Pour atteindre ces objectifs ambitieux en matière d'effectifs, les responsables politiques et l'armée misent sur l'attractivité (financière) renforcée du service militaire volontaire, l'éventuelle réintroduction de la conscription en cas de besoin et la mobilisation des réserves.

Après bien des négociations et des luttes intestines au sein de la coalition, les deux chambres du Parlement allemand ont adopté fin 2025 une loi modernisant le service militaire et prévoyant la possibilité de recourir à la conscription³⁶. À partir du 1^{er} janvier, tous les Allemands âgés de 18 ans seront contactés par courrier et encouragés à effectuer un service volontaire (pouvant également être non militaire). Tous recevront un questionnaire médical, à remplir obligatoirement pour les hommes et à titre facultatif pour les femmes. En cas de non-respect des objectifs de recrutement semestriels communiqués au Bundestag par le ministère de la Défense, un système de conscription par tirage au sort pourrait être mis en place. S'appuyant sur les bons résultats récents en matière de recrutement, le ministre de la Défense veut croire que les effectifs croîtront au fil du temps sans qu'il soit nécessaire de recourir au service obligatoire. D'autres sont plus sceptiques. En tout état de cause, la loi sur la modernisation du service militaire marque un tournant : pour la première fois depuis la suspension de la conscription en 2011, les responsables militaires disposent à nouveau d'un système de recensement militaire, garant d'une meilleure visibilité.

La mise en place des infrastructures et du personnel nécessaires à la formation, mais aussi aux contrôles médicaux et de sécurité, à la couverture santé et au logement des volontaires constituera un défi de taille. L'état-major de l'armée estime nécessaire, à partir de 2027, de renforcer les capacités en matière d'infrastructures et de formation afin de ne pas

34. M. F. Harsch, « From Restraint to Readiness? Germany Considers Conscription », *War on the Rocks*, 30 décembre 2025, disponible sur : <https://warontherocks.com>.

35. S. Siebold, « Exclusive: Germany's Army Needs to Double in Size, Commander Says », *Reuters*, 11 septembre 2025, disponible sur : www.reuters.com.

36. « Gesetz zur Modernisierung des Wehrdienstes (Wehrdienst-Modernisierungsgesetz – WDMoDG) » [Loi sur la modernisation du service militaire], *Bundesgesetzblatt*, 29 décembre 2025.

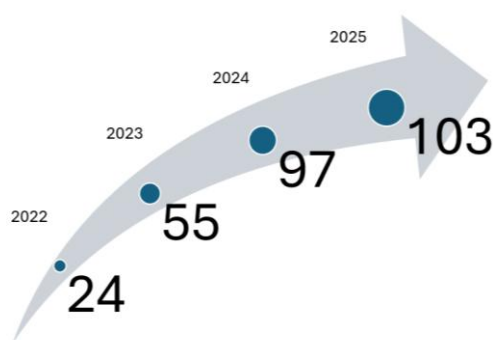
compromettre la disponibilité opérationnelle³⁷. Dans le passé, la Bundeswehr est parvenue à retenir 25 % des recrues temporaires pour des périodes plus longues. Investir dans les volontaires pourrait donc contribuer à renforcer les effectifs actifs de l'armée.

Élément décisif, le service militaire devrait permettre d'augmenter le nombre de réservistes, qui constituent une ressource vitale. La réserve permet notamment d'accroître les effectifs et d'assurer la disponibilité opérationnelle et l'endurance de l'ensemble de la Bundeswehr, entre autres en libérant des soldats actifs pour assumer des missions de combat. Elle assure également un lien crucial entre les civils et les militaires. Actuellement, la Bundeswehr dispose d'une réserve permanente estimée à 60 000 réservistes, avec la possibilité, jusqu'en 2030, de recruter 100 000 réservistes supplémentaires parmi les 900 000 anciens soldats âgés de moins de 65 ans ayant quitté le service.

De nouveaux équipements pour les troupes – Les ressources matérielles

En 2025, la Bundeswehr a réceptionné 149 nouvelles livraisons de produits – véhicules, systèmes d'information et de communication, équipements individuels pour les soldats. La majorité des commandes concernait l'armée de terre, avec 81 opérations d'achat, suivie par l'armée de l'air (27), la cyberdéfense et l'information (21) et la marine (7). En outre, 103 nouveaux projets d'achat d'une valeur de 25 millions d'euros chacun ont été lancés après approbation du Parlement, soit une augmentation régulière par rapport aux 24 projets de 2022, 55 de 2023 et 97 de 2024³⁸.

Graphique 5 : Autorisations parlementaires de projets de marchés publics militaires (25 millions d'euros chacun)



Source : Bundeswehr, décembre 2025. Graphique réalisé par l'autrice.

37. Général A. Mais, commandant en chef de l'armée allemande, « Es ist noch nicht alles so, wie es sein wollte. Aber es wird. » [Tout n'est pas encore comme on le souhaiterait. Mais ça va venir.], Deutscher BundeswehrVerband, 29 octobre 2025, disponible sur : www.dbwv.de.

38. « Bilanz 2025. Ausrüstung die wirkt – Beschaffung der Bundeswehr 2025 im Überblick » [Bilan 2025. Des équipements efficaces – Aperçu des acquisitions de la Bundeswehr en 2025], Bundeswehr, 23 décembre 2025.

Forte de 63 618 soldats d'active, l'armée de terre (Heer) est la principale force de la Bundeswehr. Le 1^{er} avril 2025, une quatrième division de défense intérieure (*Heimatschutzdivision*, HSchDiv) est venue s'ajouter à ses trois divisions existantes. Si elle veut retrouver son rôle de pilier des forces conventionnelles de l'OTAN, l'armée de terre allemande doit non seulement mettre en place de nouvelles brigades blindées et mécanisées, mais aussi préparer ses unités à combattre dans un espace aérien saturé de drones et de missiles, ce qui rend actuellement très difficile la guerre mécanisée interarmes. Cette approche fortement axée sur les drones doit aussi se déployer sur le front intérieur pour protéger les infrastructures critiques, les équipements militaires et les troupes.

En 2025, la Bundeswehr a indiqué qu'un nombre à trois chiffres de nouveaux véhicules blindés de transport de troupes Puma avait été livré aux troupes, et que 50 autres devaient arriver l'année suivante. Entre 2027 et 2030, 123 nouveaux *Leopard 2 A8* et 1 500 véhicules blindés de combat *GTK Boxer* devraient s'ajouter au parc existant d'environ 380 chars lourds *Leopard 2 A6* et *A7* et de plus de 300 véhicules de combat d'infanterie *Puma*. Sur le front de l'armement collaboratif, le Système principal de combat terrestre (*Main Ground Combat System*, MGCS) développé conjointement avec la France fait l'objet d'une pression croissante, un nouveau démonstrateur *Leopard 2A-RC3.0* étant actuellement en cours d'essai. Ce démonstrateur pourrait éventuellement servir de point de départ au projet MARTE (*Main Armoured Tank of Europe*) coordonné par Rheinmetall et KNDS Deutschland et financé par le Fonds européen de défense, auquel participent actuellement douze pays européens³⁹.

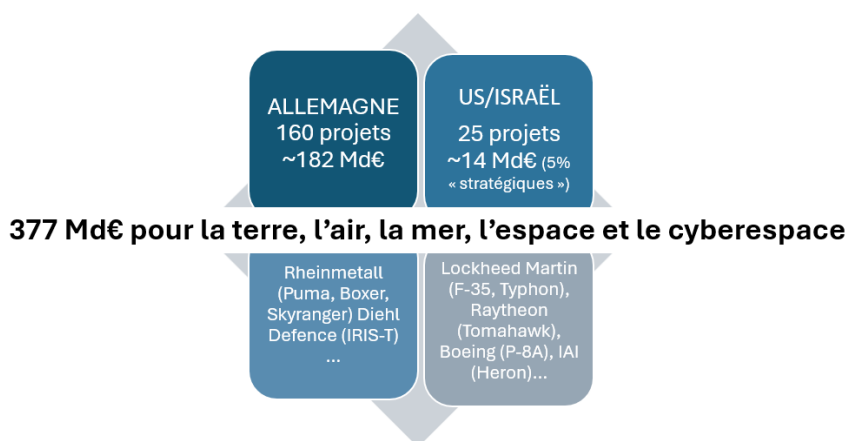
Depuis la *Zeitenwende*, l'armée de l'air (Luftwaffe), qui compte 28 280 soldats actifs, a fait l'acquisition de systèmes américains très onéreux, notamment le F-35 dans sa version capable d'embarquer des armes nucléaires, indispensable pour garantir la participation de l'Allemagne au partage nucléaire de l'OTAN. En dépit de l'*Epochenbruch*, cette tendance devrait se poursuivre. La Luftwaffe développe par exemple en collaboration avec les États-Unis un drone de combat furtif qui pourrait opérer aux côtés du F-35, mais aussi de l'*Eurofighter Typhoon* européen⁴⁰, ce qui semble concurrencer plusieurs initiatives européennes en matière de drones, notamment dans le cadre du *Future Combat Air System* (FCAS). En 2025, année qui aurait dû voir valider sa prochaine phase de développement, le projet franco-germano-espagnol FCAS, qui doit inclure un drone de combat *Remote carrier*, semblait s'enliser en raison de

39. « Un second proto qui en dit long ! », Blablachars, 12 août 2025, disponible sur : <https://blablachars.blogspot.com>.

40. « Airbus to Team with US Kratos Defense, Deploying German Mission System », Communiqué de presse d'Airbus, 16 juillet 2025, disponible sur : www.airbus.com.

désaccords persistants sur le partage des tâches entre les industriels français et allemands⁴¹.

Graphique 6 : Marchés publics militaires attribués à ce jour par l'Allemagne



Graphique réalisé par l'autrice.

Dans le domaine de la défense aérienne, outre les batteries *Arrow 3* et *4* (israélo-américaines), *Patriot* (américaines) et *IRIS-T SLM/SLX* (allemandes) destinées à l'initiative européenne *Sky Shield Initiative* (ESSI), Berlin envisagerait l'acquisition de 500 à 600 systèmes *Rheinmetall Skyranger 30* à courte portée, conçus pour intercepter drones d'attaque, missiles de croisière et projectiles errants.

La marine constitue la troisième composante de la Bundeswehr avec 15 601 soldats d'active. Sa mission principale reste la sécurisation du flanc nord de l'Alliance. Il est prévu que la Deutsche Marine double de taille d'ici 2035, avec la mise en service de nouvelles frégates F126 équipées du système *IRIS-T SLM*, de frégates de défense aérienne F127 équipées du système de combat américain *Aegis*, ainsi que de six sous-marins 212CD co-produits avec la Norvège. La Norvège et l'Allemagne développent également conjointement un missile guidé supersonique à longue portée pour leurs frégates, le 3 SM *Tyrfing*.

La marine allemande mise fortement sur l'amélioration de l'efficacité au combat grâce à des systèmes sans pilote de surface et sous-marins, tels que les *Future Combat Surface Systems* actuellement en phase de test. En 2025, la marine a également reçu deux des huit avions de patrouille maritime et de reconnaissance Boeing P-8A *Poseidon*. En janvier 2026, le BAABw a confirmé la commande de huit drones américains MQ-9B

41 J. Möhring, « Troubled Twins: The FCAS and MGCS Weapon Systems and Franco-German Co-operation », *Études de l'Ifri*, Ifri, décembre 2023.

SeaGuardian MALE pour accompagner les P-8A, pour la somme astronomique de 1,52 milliard d'euros.

Le *Cyber- und Informationsraum*, fort de 13 849 soldats, a été créé en 2017 et est devenu une branche à part entière en 2024, preuve de son importance systémique. Il protège et développe les systèmes informatiques de la Bundeswehr, défend contre les cyberattaques, assure la sécurité de l'information, recueille et analyse les données des systèmes d'information géographique à des fins de reconnaissance stratégique et forme du personnel spécialisé. Le cycle d'innovation des équipements informatiques n'étant que d'environ deux ans, les procédures de planification et de passation de marchés de l'armée doivent gagner en souplesse afin d'assurer la mise à disposition d'équipements de pointe.

L'équipement de la Bundeswehr témoigne de la nature et des orientations de la transformation de la défense allemande. D'une part, il reflète les efforts considérables déployés par l'Allemagne pour atteindre les objectifs de planification de défense de l'OTAN, en vue d'un transfert rapide des responsabilités vers l'Europe. Cela implique, d'une part, de combler les lacunes urgentes en matière de capacités et, d'autre part, de réduire la dépendance vis-à-vis de certains dispositifs américains.

Deuxièmement, il incarne l'impossibilité matérielle d'atteindre les objectifs de planification de défense de l'OTAN dans les échéances très serrées qui sont prévues. Car si les industriels allemands de la défense tels que Rheinmetall, KNDS Deutschland, Diehl, Hensoldt et ThyssenKrupp multiplient les contrats et les sites de production, ni l'Europe ni les États-Unis ne sauraient à eux seuls développer les capacités nécessaires en si peu de temps – quels que soient les fonds mis à disposition et l'accélération de la cadence de la production industrielle. Chaque pays membre de l'OTAN se procure autant d'armements que possible sur tous les marchés disponibles, reléguant à plus tard les préoccupations légitimes concernant l'interopérabilité, les dépendances stratégiques et la structuration des marchés de la défense.

Enfin, l'équipement militaire allemand reflète les liens industriels et technologiques qui unissent l'Allemagne à ses principaux alliés, notamment les États-Unis, mais aussi Israël. Ces relations, fruit de plusieurs décennies, ont survécu à de graves crises politiques. Contrairement à la France, l'Allemagne n'est pas en quête d'autonomie, mais de souveraineté. Reste à voir si ces subtilités survivront à un *Epochenbruch* de grande ampleur.

Kriegstüchtigkeit : mentalités et disposition au combat des Allemands

L'Allemagne a-t-elle les moyens de mener à bien son dernier programme de transformation de la défense et d'envoyer ses soldats au combat, voire si nécessaire, à la mort ? Tout dépendra de l'état d'esprit qui prévaudra. En cette rude conjoncture, ce sont bien les membres de la Bundeswehr qui endossent, au sens propre comme au figuré, la transformation de leur armée et qui préparent leur corps et leur esprit au combat. Si la redoutable mission qui leur incombe est compliquée par une multitude de réglementations conçues pour un contexte de paix, l'armée allemande dispose des outils conceptuels adéquats pour opérer dans des conditions hostiles.

Contrairement à certains de leurs responsables politiques, les citoyens allemands ne semblent pas se bercer d'illusions quant à l'environnement sécuritaire européen et aux aléas de la politique internationale. Pourtant, la Bundeswehr reste avant tout un enjeu politique national et non un instrument de projection de puissance. Le nombre d'Allemands prêts non seulement à servir leur pays, mais aussi à défendre d'autres démocraties européennes, sera un indicateur de l'évolution de la culture stratégique allemande.

Enfin, la disposition de l'Allemagne à entrer en guerre est déjà mise à l'épreuve chaque jour. Base arrière de l'OTAN en cas de confrontation armée avec la Russie, le pays subit une forte pression pour se doter rapidement des moyens nécessaires pour assurer la continuité en situation de crise et de guerre.

Soldats et employés de la Bundeswehr, sources de prouesses « surhumaines » dans des conditions difficiles

Mener de front croissance des effectifs, préparation opérationnelle (avec notamment un déploiement sans précédent comportant ses propres dangers) et sécurité intérieure : la tâche est ardue. Ces dernières années, les réalités de la guerre conventionnelle contemporaine ont pris une dimension très concrète pour les membres de la Bundeswehr. Pourtant, bon nombre des défis actuels en matière de défense résident dans les obstacles réglementaires – droit de l'urbanisme et de la construction, droit de la santé et de la sécurité, réglementation environnementale – qui transforment jusqu'aux routines militaires les plus banales en prouesses « surhumaines ».

Si l'Allemagne veut réussir la transformation de sa défense, son armée et ses administrations devront apprendre à privilégier la rapidité, la simplification, la délégation, la tolérance à l'erreur et la confiance.

Le déploiement d'une brigade blindée de la Bundeswehr en Lituanie

Officiellement connue sous le nom de « Panzerbrigade 45 "Lithuania" », la 45^e brigade blindée de la Bundeswehr est la toute première brigade de combat allemande stationnée en permanence à l'étranger. Officiellement créée le 1^{er} avril 2025, elle devrait compter environ 4 800 soldats et 200 employés civils.

Élément central de la défense avancée de l'OTAN, elle vise à renforcer les capacités de dissuasion et de défense dans la région baltique. Elle incarne la solidarité de l'Allemagne envers ses partenaires baltes et sa volonté de défendre le territoire de l'Alliance.

En février 2026, son état-major à Rukla et ses premières unités sur place seront rejoints par deux bataillons allemands (le *Panzergrenadierbataillon 122* et le *Panzerbataillon 203*) et le groupement tactique multinational de Lituanie, dont elle assurera le commandement. Le déploiement complet en Lituanie sera achevé d'ici 2027, la plupart des troupes étant basées à Rukla (près de Kaunas) et à Rūdninkai (au sud de Vilnius).

Heureusement, la Bundeswehr est outillée de deux principes qui ont fait leurs preuves. Le premier, « Führen mit Auftrag » (« Commandement par intention »), délègue la responsabilité aux échelons subalternes de la hiérarchie militaire. Fondé sur la confiance et la compétence professionnelle, il consiste à déterminer l'objectif plutôt que la manière d'y parvenir, ce qui permet de trouver des solutions adaptées à chaque situation. Le second, « Innere Führung » (« leadership intérieur »), établit la primauté de la politique sur l'armée, tentant de concilier les devoirs des soldats avec les droits de l'individu garantis par la Constitution. Il prévoit également un processus de décision autonome dans les cas d'impossibilité de communiquer avec la hiérarchie militaire. Dans cette phase de transition, et dans la perspective d'une éventuelle confrontation militaire, ces deux principes sont susceptibles de renforcer l'efficacité et la cohésion de la Bundeswehr.

La société allemande et la Bundeswehr : une confiance marquée, mais peu d'intérêt pour un engagement à long terme et un leadership européen

Comment les citoyens allemands considèrent-ils leur armée et l'environnement dans lequel elle opère ? Si l'on en croit le dernier baromètre annuel de l'opinion publique sur la politique de sécurité et de

défense réalisé par le Centre d'histoire militaire et de sciences sociales de la Bundeswehr (ZMSBw), les deux tiers des personnes interrogées – et la majorité des sondés dans tous les partis politiques – voient la Russie comme une menace pour la sécurité de l'Allemagne, les cyberattaques et le réarmement russe figurant parmi les principales préoccupations. Si la protection militaire des États-Unis est toujours jugée essentielle, seuls 41 % des sondés considèrent ceux-ci comme un partenaire fiable, soit une baisse de plus de 20 points par rapport à l'année dernière. La Bundeswehr fait figure d'institution hautement fiable.

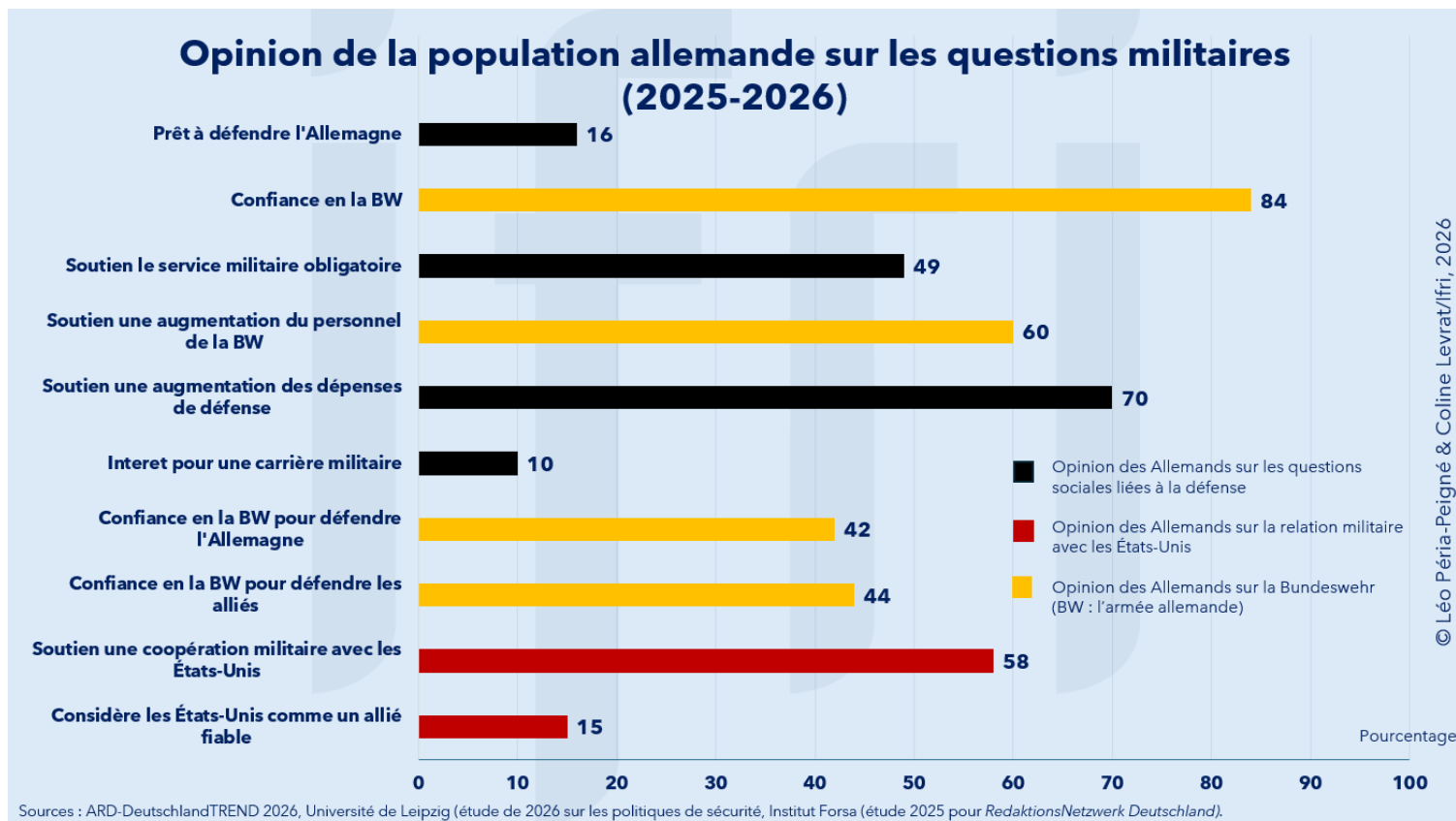
Une majorité absolue d'hommes et une majorité relative de femmes sont favorables à un nouveau service militaire qui s'appliquerait indistinctement aux jeunes hommes et aux jeunes femmes. Dans la tranche d'âge des 20-40 ans, 54 % des hommes et 23 % des femmes se déclarent personnellement disposés à défendre leur pays. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'ils souhaitent s'engager durablement : les jeunes sont nettement plus disposés à un service militaire temporaire qu'à une carrière de soldat professionnel ou temporaire⁴².

Un sondage réalisé pour le compte de la Fondation Körber en septembre 2025 apporte un éclairage supplémentaire sur le sentiment des Allemands à l'égard de la défense : une nette majorité (61 % des personnes interrogées) rejette l'idée que l'Allemagne assume un rôle de tête de file militaire en Europe. Ce rejet est particulièrement prononcé en Allemagne orientale, où il atteint 75 %, contre 58 % dans l'ouest du pays. Néanmoins, 72 % des sondés estiment fondé que l'Allemagne double ses dépenses de défense au cours des dix prochaines années⁴³.

42. « Deutschland in der militärischen Führungsrolle? Forschungsbericht 139. Sicherheits- und verteidigungspolitisches Meinungsbild in der Bundesrepublik Deutschland 2025 » [L'Allemagne dans un rôle de leader militaire ? Rapport de recherche 139. Opinion publique en matière de politique de sécurité et de défense en République fédérale d'Allemagne en 2025], ZMSBw, septembre 2025.

43. « The Berlin Pulse 2025/2026. Adapting to the End of Certainties », Fondation Körber, novembre 2025, disponible sur : <https://koerber-stiftung.de>.

**Graphique 7 : L'opinion publique allemande et la Bundeswehr
(baromètre annuel du ZMSBw, printemps 2025)**



Sources : ARD-DeutschlandTREND 2026, Université de Leipzig (étude de 2026 sur les politiques de sécurité, Institut Forsa (étude 2025 pour RedaktionsNetzwerk Deutschland). Graphique réalisé par l'Ifri, 2026.

La crainte d'un regain du militarisme et du nazisme allemands, objet de tant de débats à partir des années 1950, et le spectre d'un « État dans l'État » hostile à la démocratie semblent aujourd'hui avoir pratiquement disparu. Cela est d'autant plus remarquable que la Bundeswehr a été secouée depuis 2017 par une série de scandales impliquant des militants d'extrême droite⁴⁴, le plus récent ayant défrayé la chronique fin décembre 2025⁴⁵. En 2024, le service de prévention de l'extrémisme du service de contre-espionnage militaire (Militärischer Abschirmdienst, MAD⁴⁶) a recensé 875 cas d'extrémisme de droite (soit 75 % de l'ensemble

44. Après avoir, en 2017, déjoué le projet de l'officier allemand Franco Albrecht de commettre des attentats en se faisant passer pour un demandeur d'asile, les services de police ont, en 2020, mis au jour un réseau d'extrême droite composée de membres et d'anciens membres des Kommando Spezial Kräfte (KSK), l'unité d'élite de l'armée allemande.

45. Un nouveau scandale, en décembre 2025, mêlant cette fois idéologie nazie, consommation de drogue et sexisme, implique à ce jour 55 membres du 26^e régiment de parachutistes. Voir P. Cartens et R. Golub, « Hitlergrüsse und Frauenhass. Ermittlungen bei den Fallschirmjägern » [Salut hitlérien et misogynie. Enquête auprès des Parachutistes], *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 29 décembre 2025, disponible sur : www.faz.net.

46. Le MAD, service de contre-espionnage militaire, est un service civil chargé par le ministère de la Défense de lutter contre l'espionnage et l'extrémisme.

des dossiers d'extrémisme) dans les rangs de la Bundeswehr, contre 776 cas en 2023⁴⁷. Dans ce contexte, la critique formulée par les services de renseignement américains à l'encontre de leurs homologues allemands pour leur surveillance des activités d'extrême droite dans la société allemande apparaît particulièrement préoccupante⁴⁸. La modernisation du service militaire suscite l'espoir de rendre la Bundeswehr plus représentative de la société allemande dans son ensemble.

Cas pratique OPLAN DEU : relever le défi d'une défense globale

Si elle veut s'acquitter de son rôle clé au sein de l'Alliance atlantique, l'Allemagne va devoir renouer avec une approche globale où les responsabilités seront assumées conjointement par l'État fédéral, les *Länder* et les communes, les acteurs économiques et la société civile. Considérer ainsi la défense comme une tâche gouvernementale et sociétale globale (*whole of government, whole of society*)⁴⁹ marquerait un profond changement culturel, même si cela renouerait à bien des égards avec l'ambiance prévalant à l'époque de la Bundeswehr 1.0 connue par toute personne ayant vécu au temps de la confrontation Est-Ouest.

Pendant la guerre froide, l'Allemagne de l'Ouest s'est préparée à un conflit avec l'URSS à l'aide de plans de défense détaillés, intitulés *Operation Plan Germany* (OPLAN DEU), dont le dernier date de 1989. Ceux-ci définissaient les responsabilités et les missions d'un large éventail de protagonistes en cas d'attaque soviétique. Bien des choses ont changé depuis, avec notamment les développements technologiques tels que les technologies de l'information et de la communication, le cyberspace et les drones. Les forces armées modernes reposent encore davantage sur une industrie performante et des infrastructures civiles opérationnelles. Mais ces anciens plans de défense ont servi de base aux autorités allemandes pour élaborer un nouvel OPLAN DEU adapté à la nouvelle donne sécuritaire.

Selon un scénario classifié de 1 200 pages dont le *Wall Street Journal* a fait état en novembre 2025, 800 000 soldats de l'OTAN seraient déployés en Allemagne via les aéroports allemands ou les ports de l'Alliance, requérant un hébergement et éventuellement des soins médicaux avant de partir pour le front⁵⁰. Matériel militaire et munitions seraient

47. « Extremismusbericht der Bundeswehr 2024 » [Rapport sur l'extrémisme dans l'armée allemande 2024], Ministère fédéral allemand de la Défense, septembre 2025.

48. L. Monfregola, « Entre Trump et l'AFD. La géopolitique des espions s'installe en Allemagne », *Le Grand Continent*, 30 novembre 2025, disponible sur : <https://legrandcontinent.eu>.

49. « Operations Plan for Germany. A Whole-Of-Government and Whole-Of-Society Task », Commandement des opérations des forces interarmées de la Bundeswehr, avril 2025.

50. B. Benoit, « Germany's Secret Plan for War with Russia », *Wall Street Journal*, 26 novembre 2025, disponible sur : www.wsj.com.

principalement acheminés par voie maritime et devraient être déchargés le plus rapidement possible dans les ports allemands, afin d'être entretenus et réparés avant d'être expédiés au front par chemin de fer.

Une logistique aussi complexe mobiliserait à la fois les forces armées – notamment le Commandement interarmées du soutien et de la facilitation de l'OTAN sous commandement allemand à Ulm, qui coordonne les plans de défense nationaux de l'OTAN, ainsi que la police, les gardes-frontières, les pompiers, la protection civile et la Croix-Rouge – et le secteur privé, entre autres Deutsche Telekom, le port de Hambourg, la Deutsche Bahn et les fournisseurs d'énergie, tous ces acteurs devant être coordonnés par les *Länder* et les autorités locales⁵¹. Or, diverses catastrophes naturelles survenues ces dernières années ont montré la perfectibilité de la communication et de la coordination entre ces nombreux acteurs. La multiplication des opérations hybrides sur terre, dans les airs, en mer et dans le cyberspace montre clairement que l'Europe, et l'Allemagne en particulier, n'est plus en paix.

51. A. S. Kühne, « So hilft die Industrie im Kriegsfall » [Comment l'industrie apporte son aide en cas de guerre], *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 10 novembre 2025, disponible sur : www.faz.net.

Les conséquences de la transformation de la défense allemande : nouveaux marchés, nouvel équilibre ?

Toujours sous le choc de la *Zeitenwende* provoquée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'Allemagne et l'Europe font désormais face à un *Epochenbruch*, une rupture historique : les États-Unis, s'ils ne quittent pas purement et simplement la communauté transatlantique, poussent les Européens et les Canadiens à compter sur leurs propres forces – notamment lorsqu'ils menacent un allié d'annexion territoriale ou qualifient les armes nucléaires britanniques et françaises de risque pour la sécurité⁵². Or il subsiste des dépendances militaires considérables à l'égard du *primus inter pares* de l'OTAN, notamment dans le domaine nucléaire. Gérer la transition de l'alliance la plus réussie de l'histoire, en tâchant de sauver un lien transatlantique de défense qui a fait ses preuves, constitue une entreprise colossale. L'Allemagne, au titre d'acteur politique européen majeur et de première économie du continent, assume une responsabilité énorme en cette période charnière.

Forte de la puissance financière allemande, la Bundeswehr, en dépit des immenses défis à relever, est en passe de devenir la colonne vertébrale conventionnelle et la force motrice du pilier européen de l'OTAN. Ces prochaines années, elle devrait consacrer 377 milliards d'euros à plus de 320 programmes d'armement dans tous les domaines. La majorité de ces commandes seront passées à des entreprises allemandes et, dans une moindre mesure, à des entreprises européennes. Seuls 5 % d'entre elles, mais parmi les plus importantes sur le plan stratégique, seront attribuées à des fournisseurs américains⁵³. Alors que l'industrie de défense allemande et celle de ses partenaires sont en plein essor, les projets phares franco-allemands dans ce domaine, tels que le MGCS et le Système de combat aérien du futur (SCAF), semblent en perte de vitesse, menacés par l'obsolescence et les antagonismes industriels.

52. M. Lund Nielsen, « Europe's "Destructive Moral Ideas" Could Jeopardise Nuclear Powers, JD Vance Says », Euractiv, 26 décembre 2025, disponible sur : www.euractiv.com.

53. C. Lunday, « Germany's New €377 Billion Military Wish List », Politico, 27 octobre 2025, disponible sur : www.politico.eu.

La transformation que l'Allemagne poursuit actuellement dans le domaine de la défense est susceptible, du fait de sa place au sein de l'OTAN sur le plan fonctionnel et géographique, de ses commandes d'équipements et du choix de ses partenaires stratégiques, de reconfigurer l'industrie européenne de la défense et d'influencer les capacités de défense de l'Europe à moyen et long terme.

De champion économique, l'Allemagne est aujourd'hui propulsée au rang de chef de file dans le domaine militaro-industriel, notamment au regard du soutien apporté à l'Ukraine. L'équilibre traditionnel des pouvoirs en Europe, où la France tenait traditionnellement un rôle central en matière de défense, pourrait s'en trouver bouleversé. Reste à savoir comment l'Allemagne entend mettre à profit ses nouvelles capacités politiques aux côtés de ses partenaires et comment elle compte convaincre son opinion publique des avantages d'assumer davantage de responsabilités en matière de défense. Dans ces circonstances, les compétences diplomatiques et la créativité politique seront essentielles pour conclure de nouveaux accords et trouver des formules conventionnelles et nucléaires crédibles permettant d'assurer la sécurité du continent européen. Outre les relations franco-allemandes, des formats de coopération flexibles, tels que l'E3, qui réunit la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne, auxquels s'ajoutent la Pologne et l'Italie, revêtent une importance accrue parallèlement à l'OTAN et à l'UE.

La Bundeswehr 3.0 revêt une importance systémique pour la sécurité de l'Europe. Sa sécurité se trouvant ébranlée par la Russie et les États-Unis, l'Europe est à la recherche d'un nouvel équilibre dans lequel chaque pays devra trouver sa place.

Les dernières publications du Cerfa

- J. Süß, [La fabrique de la politique européenne de l'Allemagne](#), *Études de l'Ifri*, janvier 2025 (disponible en anglais et français)
- C. Demesmay, [Imaginaires et réalités de la frontière franco-allemande : un laboratoire pour l'Europe de demain](#), *Notes du Cerfa*, n° 189, septembre 2025 (disponible en allemand et français)
- P. Maurice, [Relancer le partenariat franco-allemand ? Les ambitions du Conseil des ministres franco-allemand - Enjeux d'un leadership conjoint en Europe](#), *Éditoriaux de l'Ifri*, août 2025
- A. Lechevalier, [Les politiques sociales en Allemagne. Bilan de la coalition "feu tricolore" et perspectives du nouveau gouvernement](#), *Notes du Cerfa*, n° 188, juillet 2025
- T. Rühlig, [La « Saga Huawei » en Europe revisitée : les enseignements allemands pour le déploiement de la 6G](#), *Notes du Cerfa*, n° 187, juin 2025 (disponible en anglais et français)
- J. Ross, N. Téterchen, [La brigade franco-allemande et la relance de la défense européenne](#), *Briefing de l'Ifri*, avril 2025 (disponible en allemand et français)



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org